

Le Progrès de Lyon : « Nous allons ramener l'inflation vers 2 % d'ici deux ou trois ans »

1. Comment se porte l'économie française dans cette période post-covid, impactée par la guerre en Ukraine ?

L'économie française fait face à des chocs à répétition, en particulier sur les prix de l'énergie. Néanmoins, notre dernière enquête de conjoncture indique que l'activité est résiliente, même s'il y a beaucoup d'incertitudes pour l'avenir. Le PIB pourrait être en très légère hausse au quatrième trimestre.

2. Quelles sont les prévisions de la croissance en 2023 ? Y a-t-il un risque de récession ?

La Banque de France a publié en septembre une fourchette pour 2023 entre une croissance légèrement positive à +0,8% et une récession limitée et temporaire à -0,5%. À ce stade, nous ne voyons pas de raisons d'être plus négatifs. Et nous ne croyons pas à un atterrissage brutal de l'économie française.

3. 1 dollar équivaut désormais à 1 euro : à l'import nos entreprises sont pénalisées dans un contexte bien plus difficile aujourd'hui. Est-ce que notre politique monétaire est en phase avec les besoins du pays ?

La situation actuelle est celle d'un dollar fort, contre toutes les autres monnaies, et non celle d'un euro faible. Elle favorise nos exportateurs, mais elle pénalise nos importations et donc contribue à l'inflation. Notre politique monétaire vise bien à maîtriser cette inflation. La hausse du dollar a d'ailleurs eu tendance à s'interrompre ces dernières semaines.

4. Comment peut-on tenter de juguler l'inflation sans faire exploser les dépenses publiques déjà au plus haut ?

La lutte contre l'inflation ne peut effectivement pas passer durablement par des dépenses publiques accrues : un nouveau « quoi qu'il en coûte » ne serait ni financable, ni efficace; le bouclier tarifaire a donc vocation à être temporaire. Ce qui en relais réduira de façon pérenne l'inflation, c'est la normalisation de notre politique monétaire : nous allons ramener l'inflation vers 2 % d'ici deux ou trois ans.

5. Les taux d'intérêt remontent, y-a-t-il un risque de brider l'économie ? Et le marché immobilier ?

Les taux d'intérêts reviennent, après une période exceptionnellement basse, vers des niveaux plus normaux. Pour prendre l'exemple du crédit immobilier, les taux se rapprochent aujourd'hui de 2 %, mais on a oublié que la moyenne des vingt dernières années était supérieure à 3 % : pourtant le secteur immobilier était bien financé.

6. Pourquoi était-ce important pour vous de participer aux journées de l'économie à Lyon ?

Les journées de l'économie de Lyon sont un événement formidable, qui rassemble chaque année des milliers de jeunes curieux de débats et de solutions concrètes. C'est toujours pour la Banque de France et pour moi une occasion unique d'expliquer, mais aussi d'écouter. Les Français s'intéressent à l'économie, contrairement à ce qu'on dit : c'est une bonne nouvelle !

7. Quel est le rôle de la Banque de France Auvergne Rhône-Alpes, notamment avec l'ouverture d'une nouvelle succursale à Bourg-en-Bresse ?

La Banque de France de Bourg-en-Bresse s'est installée dans de nouveaux locaux plus adaptés à nos missions : auprès des particuliers au titre du traitement des dossiers de surendettement, du droit d'accès aux fichiers et du droit au compte ; mais également dans le cadre de la cotation des entreprises, de la médiation du crédit et du suivi de la conjoncture. Nous sommes présents dans tous les départements, et nous le resterons durablement.